



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
4 avril 2013
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission du commerce et du développement
**Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits
de base et le développement**
Cinquième session
Genève, 20 et 21 mars 2013

**Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle
sur les produits de base et le développement
sur sa cinquième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, les 20 et 21 mars 2013

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé de la Présidente	2
A. Déclarations liminaires	2
B. Le point sur les marchés de produits de base: évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base	2
II. Questions d'organisation.....	11
A. Élection du Bureau	11
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	11
C. Résultats de la session	12
D. Adoption du rapport de la session	12
Annexe	
Participation	13

I. Résumé de la Présidente

A. Déclarations liminaires

1. La cinquième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, conformément au mandat établi par la Conférence à sa douzième session en avril 2008, s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, les 20 et 21 mars 2013.
2. Le principal message que le Secrétaire général de la CNUCED a voulu exprimer dans sa déclaration liminaire est que malgré la persistance d'une forte instabilité dans toutes les catégories de produits, le niveau des prix est demeuré relativement élevé. Parmi les facteurs de l'instabilité et de la hauteur des cours des produits de base, outre l'offre et la demande et des facteurs comme les conditions météorologiques et la situation économique des grands pays producteurs et consommateurs, deux éléments nouveaux ont influé sur le marché. Le premier est l'augmentation de la demande des consommateurs non traditionnels, surtout dans les économies émergentes. Le deuxième est la tendance croissante à la financiarisation du commerce des produits de base observée depuis dix ans. On s'attend à ce que les prix demeurent élevés à moyen terme.

B. Le point sur les marchés de produits de base: évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base

(Point 3 de l'ordre du jour)

3. Les délibérations s'appuyaient sur le document d'information du secrétariat de la CNUCED intitulé «Le point sur les marchés de produits de base: évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base» (TD/B/C.1/MEM.2/22).
4. Le débat était axé sur les tendances et les problèmes futurs des marchés de produits alimentaires. Les principales raisons de la cherté de ces produits sont la forte croissance de la demande, la faible croissance de la production et la minceur des stocks. Les cours sont devenus très instables, par suite essentiellement des variations météorologiques et des changements climatiques et d'un lien de plus en plus étroit avec les marchés énergétique et financier. En outre, le prix des produits alimentaires est très sensible au volume des stocks. D'autre part, l'instabilité des prix a des conséquences importantes pour la sécurité alimentaire, la croissance économique et le développement, ainsi que pour la stabilité macroéconomique, politique et sociale. Depuis 2009, l'équilibre mondial de la production céréalière est très précaire. Pour les céréales secondaires, cette période a enregistré le plus bas niveau de stocks jamais connu.
5. Les perspectives des marchés à moyen terme et jusqu'en 2020 sont une augmentation moyenne de 1,7 % par an de la production agricole. L'Amérique latine devrait être un gros exportateur net et l'Asie serait un importateur net. Selon toute probabilité, l'Afrique subsaharienne accusera encore de gros déficits alimentaires. Parmi les faits nouveaux à venir sur le marché des produits alimentaires, on prévoit une diminution de la main-d'œuvre agricole et un changement de la consommation mondiale, qui se détournerait des aliments de base en faveur de produits à valeur ajoutée. La production de biocarburants devrait plus que doubler dans dix ans. La sécurité alimentaire demeure donc un grand sujet de préoccupation et il est nécessaire de modifier la politique générale du

secteur des produits alimentaires afin de s'adapter aux réalités nouvelles ou de devancer les changements spectaculaires attendus dans la présente décennie.

6. Les participants ont noté que tous les grands indices du Conseil international des céréales étaient actuellement inférieurs à leur niveau maximum mais demeuraient relativement élevés. Le phénomène est dû notamment à la diminution des stocks de céréales des États-Unis, qui ont enregistré leur plus faible niveau dans la décennie écoulée. L'instabilité des cours de la fève de soja s'est atténuée à la suite de récoltes record obtenues en Amérique du Sud. Pour le riz, le marché est demeuré caractérisé essentiellement par le coût relativement élevé des exportations thaïlandaises et par la forte augmentation des importations chinoises, la Chine étant devenue le deuxième acheteur après le Nigéria. Pour les principales céréales, on prévoit pour 2013 et 2014 une offre peu abondante et qui pourrait le rester dans les cinq années à venir.

7. On a évoqué la relation mandant-mandataire pour expliquer l'irrégularité des cours des produits de base avant et après la libéralisation des marchés. C'est en comprenant l'évolution des institutions, des gouvernements, des marchés et des individus et les relations entre ces agents que l'on peut se faire une image claire du comportement des marchés de produits de base. La relation mandant-mandataire offre une perspective relativement nouvelle, dans laquelle les problèmes pourraient être analysés par des institutions comme la CNUCED.

8. Il ressort des recherches consacrées à l'incidence de la financiarisation et de la spéculation relatives aux produits de base que ces derniers sont devenus une nouvelle catégorie d'actifs. Les indices des contrats à terme sur les produits de base, les obligations indexées sur les marchés de produits et les produits négociés en bourse ont été multipliés par 30 depuis dix ans. Les spéculateurs absorbent aujourd'hui des liquidités et déstabilisent les prix. À l'autre extrême, les opérateurs en couverture fournissent des liquidités et contribuent donc à stabiliser les prix.

9. Un participant a soulevé le problème de l'incidence de la cherté des produits alimentaires sur l'offre et la demande. On a relevé que, malgré cette cherté, la demande ne baissait pas. Plusieurs organisations internationales ont examiné dans une étude récente la question de la création de stocks alimentaires supérieurs au volume nécessaire pour constituer des réserves humanitaires. Aucune recommandation concrète n'a été faite mais il est apparu clairement que l'opinion majoritaire était que les réserves ou les stocks ne devaient pas être utilisés pour intervenir sur les marchés en période de hausse des prix.

10. Étant donné que l'exportation de produits de base, de matières premières et d'énergie demeure un moteur de croissance économique pour beaucoup de pays moins avancés, des experts et représentants de ces pays ont exprimé une préoccupation concernant le meilleur moyen d'élaborer en période de crise des politiques nationales permettant de mieux diversifier leur économie et d'éviter le piège de la pauvreté. Les pays exportateurs de produits de base pourraient profiter au maximum de l'actuelle flambée des prix en encourageant la création de liens avec l'ensemble de l'économie. Les relations interindustrielles sont fonction du secteur (produits autres que les métaux, métaux et minéraux, énergie), des compétences et des capacités des principaux acteurs, de l'infrastructure, de la maîtrise des ressources et de la politique des pouvoirs publics. Les épisodes d'envolée des prix comme la période actuelle sont opportunes pour prendre de grandes décisions de principe sur la manière de diversifier l'économie. À cette fin, il convient d'organiser un dialogue avec les principales parties prenantes telles que les gouvernements et les entreprises du secteur privé, ainsi qu'avec les autres parties intéressées, notamment les systèmes nationaux d'innovation et la société civile. Des organisations internationales comme la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Banque mondiale pourraient servir de catalyseur de ce processus.

Minéraux, minerais et métaux

11. Malgré une consommation accrue de cuivre, de plomb et de zinc ces dernières années, les réserves ont augmenté. Pour le cuivre, l'offre devrait être supérieure à la croissance de la demande en 2013 et en 2014, après trois années consécutives de déficit. Des facteurs nombreux comme la récession mondiale, la crise de la dette souveraine dans l'Union européenne, l'instabilité politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et l'instabilité des prix créent beaucoup d'incertitudes sur le marché. Le marché du nickel évolue constamment et actuellement l'offre et la demande varient d'un pays à l'autre. Alors que la Chine emploie davantage de nickel brut, l'Europe, l'Inde et l'Amérique du Nord consomment davantage de déchets. De nouvelles usines de nickel qui entrent actuellement en service ainsi que la production et l'utilisation du nickel brut en Chine auront des incidences importantes sur l'industrie du nickel.

12. La production et la consommation chinoises de métaux non ferreux grandissent rapidement, mais les importations de ces métaux ont augmenté aussi, creusant le déficit commercial de la Chine. La production et la consommation vont probablement progresser mais les importations de minerais vont continuer à augmenter aussi. Le recyclage des métaux de deuxième fusion est en hausse, de même que sa part dans la consommation métallique totale. En définitive, les investissements consacrés aux projets de protection de l'environnement pourraient augmenter, ce qui risquerait de faire monter progressivement les coûts de production des entreprises métallurgiques chinoises.

13. Les publications de la CNUCED relatives aux minerais de fer (par exemple *The Iron Ore Market, 2011-2013* (juin 2012) et *Iron Ore Statistics 2012* (UNCTAD/SUC/2012/5)) ont été reconnues comme étant une source fiable de statistiques et d'informations. Les marchés étant tributaires de l'emplacement des ressources, le commerce maritime est très important. Les négociants et les marchés financiers sont devenus importants eux aussi dans la formation des prix. Il existe une relation inverse entre les prix et les coûts, les premiers tendant à la baisse alors que les coûts montent. Des minerais de qualité inférieure, des coûts de production plus élevés, le coût plus élevé des projets et les pressions écologistes vont probablement influencer sur les prix, qui pourraient fléchir à moyen terme.

14. Le débat a été dominé par les changements structurels dont l'économie chinoise était l'objet. On a souligné que la Chine était encore en développement économique et que si le taux de croissance du produit intérieur brut et le taux de consommation des métaux allaient ralentir, il y avait encore des possibilités de croissance pour l'économie. Les coûts de production allaient monter à cause de l'augmentation des investissements dans les techniques de lutte contre la pollution, mais une production métallique accrue (par exemple d'aluminium pour l'industrie automobile) pouvait être avantageuse pour l'environnement par rapport aux pièces traditionnelles en acier. La Chine utilisait beaucoup ses propres minerais et importait beaucoup de métaux raffinés, mais elle devait compléter son approvisionnement en important des minerais non raffinés, ce qui mettait au centre des préoccupations la question de l'enrichissement. On a souligné que les pays en développement tributaires des produits de base devaient examiner soigneusement les possibilités d'ajouter de la valeur/de raffiner les minerais avant de les exporter, mais certains participants ont fait valoir qu'en définitive la viabilité de l'exportation du minerai enrichi ou du minerai brut devait être déterminée par les forces du marché. La question de l'équilibre entre la consommation des ressources et les ressources disponibles pour les générations futures a été évoquée. Les participants ont noté que depuis dix ans la plupart des sociétés transnationales mettaient l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises ainsi que sur la nécessité de promouvoir une utilisation rationnelle des métaux et de chercher de nouvelles sources de matières premières de remplacement.

Énergie, pétrole, gaz et charbon

15. Les experts ont signalé la léthargie de la demande mondiale de pétrole due au ralentissement de l'expansion économique, particulièrement dans les économies avancées. Les prévisions de la demande d'énergie étaient entourées d'une incertitude croissante résultant de plusieurs facteurs: freins éventuels à la reprise économique des États-Unis, crise européenne de la dette, prix des carburants pour le transport, commutation de combustibles, suppression des subventions de prix, politiques énergétiques, surtout celles prévoyant des énergies de remplacement, et facteurs liés à la météorologie.

16. On a reconnu largement que les progrès récents des technologies d'amont avaient entraîné une augmentation massive de la production nord-américaine de pétrole et de gaz due au déblocage des ressources en pétrole et en gaz de schiste. Les experts ont noté que le phénomène avait créé des remous sur les marchés énergétiques. La production accrue de pétrole et de gaz de schiste avait fait baisser les importations de carburant des États-Unis et modifié les courants d'échanges énergétiques dans le monde. Le commerce international du pétrole s'orientait désormais vers l'Asie, soulevant des préoccupations quant à la sécurité des itinéraires stratégiques de transport du Moyen-Orient vers les marchés asiatiques.

17. Les prix intérieurs du gaz et de l'électricité aux États-Unis avaient baissé, ce qui donnait à l'industrie du pays un avantage compétitif. Le gaz naturel y était vendu à environ un cinquième du prix à l'importation en Europe et à un huitième de celui du Japon. Le gaz naturel bon marché réduisait la consommation charbonnière, libérant du charbon pour l'exportation en Asie et en Europe. Dans cette situation, les conditions des contrats pour le gaz naturel liquéfié allaient devenir plus souples, entraînant une accélération du mécanisme de transmission des prix entre les marchés régionaux du gaz à mesure que les marchés du gaz et du charbon devenaient plus étroitement liés.

18. Les experts ont indiqué que le Brent était le principal étalon du cours international du pétrole brut et que le West Texas Intermediate était devenu plutôt un étalon régional, utilisé souvent pour établir le prix de référence. Plusieurs participants ont exprimé des craintes à propos de l'instabilité persistante des prix malgré une offre suffisante. Le problème était aggravé par la mise au point de diverses formes d'énergie renouvelable. Les participants ont souligné le rôle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour corriger les déséquilibres du marché et les ruptures d'approvisionnement, ainsi que le dialogue producteurs-consommateurs au sein de l'International Energy Forum, qui constituait un outil de prévision convergente grâce à la base de données JODI.

19. À mesure que le monde s'orientait vers une économie sobre en carbone, le charbon avait encore sa place malgré sa forte intensité de carbone puisqu'il représentait quelque 72 % des ressources énergétiques mondiales et avait contribué pour 50 % à la croissance de la demande d'énergie dans les dix années précédentes. On a fait ressortir les possibilités de réduire les émissions de CO₂ sans liquider progressivement l'industrie charbonnière, en appliquant des techniques du charbon propre et en mettant l'accent sur des méthodes de décarburation orientées vers le marché telles que les systèmes d'échange de droits d'émission. La crise financière et la récession mondiales avaient fait chuter les prix du CO₂. Les experts ont souligné qu'en raison du CO₂ qui entrait dans le commerce international, il était difficile de décarburer vraiment les économies. Il en résultait des tensions accrues entre pays développés et pays en développement en raison des pressions exercées pour faire baisser la teneur en CO₂ des marchandises exportées par les pays en développement vers les pays développés.

20. Plusieurs participants ont indiqué que l'objectif global consistant à limiter à moins de 2 °C la hausse de la température mondiale moyenne n'était pas réaliste et ils ont préconisé une stratégie nouvelle et cohérente tenant compte des intérêts de tous les pays

ainsi que d'autres émissions nocives comme celles de dioxyde de soufre, de monoxyde d'azote et de mercure.

21. Le Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne a été présenté en tant qu'initiative de l'UE visant à réduire les émissions en évitant la taxe carbone malgré les inconvénients de l'établissement de prix erronés et d'autres mécanismes. Les participants ont noté que l'échec du système était imputable à une mauvaise gouvernance politique. Son efficacité était subordonnée à des accords internationaux, au volume de réduction des gaz à effet de serre et à un système reflétant correctement la dynamique des marchés énergétiques.

22. La sécurité de la capacité était un autre obstacle au développement des énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité européenne. Les centrales à combustible fossile n'étaient pas rentables si le prix de l'électricité n'englobait que la production de kilowattheures sans tenir compte de la capacité nécessaire pour stabiliser les réseaux, étant donné le caractère intermittent et fluctuant de l'approvisionnement en énergie renouvelable. La solution consisterait à créer une subvention ou à employer une méthode plus axée sur le marché consistant à créer un groupe de distributeurs d'électricité garantissant une certaine capacité. On a noté par ailleurs que le marché était grevé de subventions: subventions aux énergies renouvelables, subventions aux combustibles et tarifs appliqués à l'utilisateur final. Les choix de politique générale devaient s'appuyer sur des solutions axées sur le marché, mais cette formule était subordonnée à de nombreux facteurs, dont une vigoureuse surveillance réglementaire appuyée sur des moyens d'application et une forte liquidité des marchés financiers permettant de se prémunir contre les risques de prix.

23. Les participants ont observé que les décideurs étaient confrontés à des choix complexes dans le climat d'incertitude grandissante concernant l'économie, la politique générale et la technologie. Afin d'obtenir une énergie durable pour tous, il importait de mettre en place des règles appropriées, de concevoir des modèles commerciaux envoyant des signaux de prix corrects, de stimuler l'investissement étranger, d'élaborer des partenariats public-privé et de garantir la sécurité de l'approvisionnement et des prix.

Produits et politiques agricoles

24. Concernant la relation entre la densité de l'activité financière et la croissance économique, on conseillait couramment dans les années 1990 de stimuler l'économie en consolidant le secteur financier. Or des études récentes montrent que dans les pays qui possédaient un très grand secteur financier il n'y avait pas de corrélation positive entre l'activité financière et la croissance. En outre, au-delà d'un certain seuil (la finance représentant 80 à 100 % du produit intérieur brut), la finance commençait à avoir un effet négatif sur la croissance économique. Néanmoins, il existe une corrélation positive et solide entre l'activité financière et la croissance économique dans les pays possédant un secteur financier petit ou moyen. Comme beaucoup de pays tributaires des produits de base sont des pays en développement à faible revenu dotés d'un système financier étriqué, le perfectionnement du secteur financier aura un impact favorable à la croissance économique.

25. Les réserves de produits alimentaires sont un instrument important pour parer à l'insécurité alimentaire. Il existe actuellement deux initiatives régionales de ce genre: la Plus Three Emergency Rice Reserve de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Réserve d'urgence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO). Cette dernière doit encore surmonter de nombreux obstacles avant de devenir pleinement opérationnelle. La clef du succès des réserves d'urgence réside dans un objectif clair, la diversité des aliments à emmagasiner, un mécanisme déclencheur en temps opportun et transparent et la viabilité financière.

26. Quelques représentants ont exprimé des craintes quant à la concrétisation de la Réserve d'urgence de la CEEAO, notamment en raison du nombre de pays en cause (15) et de la capacité institutionnelle de la Communauté à gérer et faire fonctionner convenablement la Réserve. Les participants ont reconnu que la gestion était un défi pour la région et que la mise en service de la Réserve serait un processus long. Améliorer le commerce régional en Afrique contribuerait à combler le fossé entre les régions possédant des excédents et les régions en déficit alimentaire et faciliterait le fonctionnement des réserves d'urgence.

27. Un représentant s'est dit préoccupé par le changement des modes de consommation alimentaire dans de nombreux pays africains. Au Soudan, par exemple, les gens préféraient désormais le blé aux aliments de base traditionnels. Par suite d'une préférence grandissante pour les trois principales cultures mondiales (blé, maïs et riz) et de la dépendance croissante à l'égard de ces cultures, beaucoup de pays en développement à faible revenu commençaient à importer des denrées alimentaires. Ils étaient tributaires du marché mondial et devenaient donc plus vulnérables au niveau et à l'instabilité des prix. Afin d'assurer la sécurité alimentaire, il importait de relancer d'autres cultures, en particulier celles des aliments traditionnels.

28. La dépendance à l'égard des produits de base était un multiple facteur de vulnérabilité. Les gains de la production et du commerce de ces produits étaient compensés par les coûts associés à la vulnérabilité. Utiliser des mesures simplistes comme la proportion de produits de base dans les exportations totales pour définir la dépendance à l'égard de ces produits n'était guère instructif. Il existait en revanche quelques facteurs pouvant expliquer en grande partie les différences de résultats entre les pays gros exportateurs de produits de base. Il était nécessaire de calculer un indice utilisant ces facteurs afin de mettre en évidence l'aptitude des pays à surmonter leur vulnérabilité liée à ces produits, par exemple l'indice de vulnérabilité aux produits de base.

29. Des organisations paysannes bien structurées et bien gérées pouvaient jouer un rôle important pour faciliter aux petits exploitants agricoles l'accès au crédit. L'Agricultural Society de Trinité-et-Tobago en était un bon exemple. Depuis quelques années, grâce à sa collaboration avec la Banque de développement agricole, elle avait élaboré de nouveaux programmes de financement pour les petits exploitants. L'Agricultural Society avait pour rôle de faciliter les consultations entre les agriculteurs et les banques, d'aider les agriculteurs à dresser un plan d'exploitation et à rédiger des demandes de prêt, à introduire les agriculteurs auprès des banques et à garantir les prêts consentis aux agriculteurs. Les petits exploitants pouvaient ainsi contracter des prêts à faible taux d'intérêt et augmenter la production agricole.

30. Depuis la libéralisation des marchés de produits de base dans les années 1980 et 1990, il avait été assez ardu pour les petits exploitants d'obtenir une part équitable du prix des produits de base. Au Ghana, le Cocoa Board (COCOBOD) avait joué un rôle utile en majorant progressivement la part revenant au producteur dans le prix du cacao à l'exportation et en soutenant la production. Depuis les premières années 1990, le COCOBOD avait libéralisé partiellement la commercialisation intérieure tout en gardant la haute main sur la commercialisation à l'extérieur et sur le contrôle de la qualité. Grâce aux réformes du secteur du cacao, les impôts avaient diminué et une part notable du prix à l'exportation avait été versée aux producteurs. En 2012-2013, la part du producteur dans le prix net franco à bord (FAB)¹ du cacao avait atteint 78 %.

¹ Prix FAB net = prix FAB moins coût des services fournis par le COCOBOD aux exploitants (lutte contre les maladies et les ravageurs, sacs de jute et articles connexes, caisse de retraite des paysans, etc.).

31. Toutefois, le mécanisme de fixation des prix versés aux producteurs de cacao au Ghana se heurtait encore à de nombreuses difficultés. Certains participants ont évoqué les conséquences de la lenteur de réaction du COCOBOD à l'évolution des cours internationaux du cacao. Les experts ont reconnu néanmoins qu'en raison de l'instabilité des cours, le COCOBOD pouvait être considéré comme un bouclier contre les fluctuations de prix. Toutefois, les producteurs pouvaient être tentés de vendre leur cacao dans les pays voisins si les prix internationaux élevés n'étaient pas répercutés à temps sur leur rémunération.

32. La création de valeur ajoutée était absolument indispensable aux pays en développement tributaires des produits de base pour s'élever dans la chaîne de valeur et diversifier leur économie par rapport à la production et au commerce des produits primaires. Certains participants ont estimé que la progressivité des droits de douane empêchait les pays de transformer leurs propres matières premières comme le cacao, le chocolat étant frappé d'un taux plus élevé que les fèves de cacao sur les marchés d'exportation.

33. L'absence de valeur ajoutée était un grand défi à relever aussi pour de nombreux pays africains producteurs de coton. En Zambie, la Cotton Association of Zambia s'occupait de relever ce défi ainsi qu'à affronter d'autres problèmes comme le faible pouvoir de négociation des producteurs, l'absence d'un bon mécanisme de gestion des risques et le manque de transparence et de collaboration à l'intérieur de la chaîne de valeur. En sus d'initiatives nationales telles que la construction d'une usine d'égrenage appartenant aux agriculteurs et de prestations aux agriculteurs et en particulier aux femmes, l'Association encourageait activement le partenariat régional avec les pays voisins producteurs de coton grâce à un programme appelé MOZAZIMA (Mozambique, Zambie, Zimbabwe et Malawi). La feuille de route panafricaine pour le coton, établie avec l'aide de la CNUCED, pouvait contribuer à traiter certains des principaux problèmes du secteur cotonnier africain.

34. Les subventions versées par les pays développés en faveur du coton demeuraient un problème clef pour les producteurs africains. Malgré les efforts déployés par les quatre grands producteurs de coton dans les négociations agricoles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour éliminer les subventions offertes par les pays développés, aucun progrès n'avait été fait. Le litige Brésil-États-Unis concernant le coton et la décision finale rendue par le Groupe spécial de l'OMC, qui avait donné tort aux États-Unis, montrait qu'il y avait un autre moyen de s'attaquer au problème des subventions accordées pour le coton.

Mobilisation de financements privés pour l'utilisation durable de l'énergie et des terres

35. Il est absolument indispensable de mobiliser des capitaux privés pour investir dans les énergies renouvelables et l'utilisation durable des terres si l'on veut obtenir un développement durable et une croissance solidaire. Les investissements mondiaux qui sont les moteurs du changement dans les énergies renouvelables sont issus à 85 % de capitaux privés.

36. Dans le cadre de la solution d'atténuation REDD+ du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, les principaux secteurs candidats à des investissements privés sont i) les sources explicites de réduction des émissions et ii) les chaînes d'approvisionnement de produits de base présentant un risque pour les forêts. En 2011, 26 tonnes de CO₂ ont fait l'objet d'échanges de quotas sur les marchés volontaires, pour une valeur de 237 millions de dollars des États-Unis.

37. L'agriculture provoque environ 80 % des disparitions de forêts dans le monde, la déforestation étant due en grande partie à la production d'huile de palme, de fèves de soja et de viande de bœuf, à cause des gros bénéfices financiers qu'elle apporte: 31 milliards de dollars pour l'huile de palme, 47 milliards pour les fèves de soja et 14 milliards pour le bœuf.

38. Le capital privé est absolument indispensable pour financer le déficit d'innovation dans les énergies renouvelables: entre 2001 et 2011, les nouveaux investissements dans ces énergies s'élevaient en moyenne à 135 milliards de dollars des États-Unis. Le total des investissements consacrés aux énergies renouvelables était de 155 milliards, répartis entre l'adaptation (65 milliards-100 milliards de dollars), l'initiative REDD+/l'utilisation des terres (20 milliards-40 milliards) et les énergies renouvelables (45 milliards-100 milliards).

39. Pour trouver des solutions au déficit de financement, il faut modifier les mentalités et les mécanismes de fonctionnement des marchés financiers. Cette solution implique des interventions publiques judicieuses visant à mobiliser des compétences et des ressources institutionnelles pour un développement sobre en carbone et résilient face aux changements climatiques. Elle implique aussi l'existence, l'accessibilité, l'intégration systémique et la divulgation de l'information sur la prise en compte des émissions de carbone, l'environnement, les aspects sociaux et la gouvernance.

40. Dans les pays en développement, la mobilisation de capitaux privés pour appliquer les techniques d'atténuation des changements climatiques va exiger des gouvernements nationaux et de la communauté internationale les mesures suivantes: offrir des chances égales aux investissements gros producteurs de carbone et aux investissements sobres en carbone; améliorer la réglementation assurant aux technologies sobres en carbone l'accès aux réseaux de commercialisation; améliorer la gouvernance de manière à atténuer les risques politiques et juridiques auxquels sont exposés les investissements. Les politiques énergétiques nationales doivent: comprendre des objectifs clairs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique; instaurer des mécanismes d'encouragement crédibles et stables en faveur des énergies renouvelables et des technologies d'efficacité énergétique et infrastructures connexes; établir des plans d'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles; améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information sur les gaz à effet de serre; assurer une intégration systématique du facteur énergie dans l'action des institutions financières.

Lien entre les énergies renouvelables et le développement rural

41. Il est fondamental d'établir un lien entre les projets d'investissement dans les énergies renouvelables et le développement rural afin de créer des emplois, des revenus et des recettes fiscales, des possibilités commerciales, et d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles, le transfert de technologie et l'innovation. Toutefois, les énergies renouvelables ne sont pas une panacée. Elles peuvent n'avoir qu'une incidence mineure sur la création d'emplois et même avoir un effet négatif sur les coûts énergétiques faute de coordination entre les énergies renouvelables et les moteurs de la politique de développement rural.

42. Un environnement propice à une meilleure liaison entre la croissance des énergies renouvelables et le développement rural comprend les éléments suivants:

- a) Meilleure coordination horizontale entre les secteurs concernés – organismes publics ou privés et de la société civile, et à l'intérieur de ces secteurs;
- b) Harmonisation entre les moteurs de la politique générale, la sécurité énergétique, les changements climatiques et la croissance économique;
- c) Association judicieuse de subventions et d'investissements sans distorsion;

d) Approche intégrée de l'investissement et du développement des énergies renouvelables faisant intervenir toutes les parties prenantes.

**Changements climatiques et développement des énergies renouvelables:
le rôle de la politique commerciale**

43. De nombreux pays s'emploient à développer à la fois la production et l'utilisation de technologies, de biens et de services faisant appel aux énergies propres, grâce à l'augmentation des investissements. Toutefois, des tensions ou des litiges persistent en ce qui concerne la teneur en éléments locaux, les subventions, le transfert de technologie et les droits de propriété intellectuelle.

44. Les négociations de l'OMC sur les biens environnementaux n'ont guère avancé car environ 60 à 85 % de la valeur ajoutée dans les services environnementaux vont à la création d'emplois. Les normes de teneur en éléments locaux visent à créer des emplois, à promouvoir les industries émergentes et l'innovation. Or, à mesure que le prix des énergies renouvelables monte, ces normes freinent la croissance de l'emploi et le transfert de technologie. Un certain nombre de pays ont réussi à développer la production d'énergie propre grâce à la teneur en éléments locaux, mais cette action n'est peut-être pas compatible avec les règles de l'OMC.

45. Les participants ont examiné si les droits de propriété intellectuelle étaient un moteur ou un frein pour le transfert de technologie propre. Il ressort d'études empiriques que des technologies brevetées sont répandues en Chine, au Brésil, en Afrique du Sud et en Israël, mais la plupart des technologies ne sont pas brevetées. Des pays comme l'Australie, le Brésil, Israël et la République de Corée ont mis en place rapidement des technologies vertes à raison de 20 %. Les participants ont estimé qu'un nouvel accord de l'OMC sur les énergies durables (ou un accord plurilatéral) était nécessaire.

46. Dans les pays à faible revenu (par exemple au sud du Sahara) où l'accès au réseau électrique est limité, le développement à petite échelle des énergies renouvelables pourrait permettre une adaptation et une croissance analogues à la révolution informatique.

47. Il est nécessaire de mettre au point des normes d'énergie renouvelable tenant compte des économies d'énergie (remplacement des combustibles traditionnels issus de la biomasse par des sources d'énergie plus propre) pour la consommation des ménages.

48. L'incidence des chaînes d'approvisionnement en produits de base sur les énergies propres a été considérée comme une question importante à prendre en considération à tous les niveaux. Dans ces conditions, des normes mondiales allant au-delà d'une simple comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires: ainsi, les normes agroalimentaires devraient englober le calcul de «l'empreinte écologique» depuis la ferme jusqu'à la table du consommateur.

49. En ce qui concerne l'opportunité de produire plus avec moins de moyens et de dissocier totalement le développement économique de l'utilisation des ressources, les participants ont exprimé des craintes concernant les inégalités et le protectionnisme vert. Il convient d'améliorer la coopération Nord-Sud et la coopération Sud-Sud pour faire des investissements dans les technologies d'énergie propre et l'application de ces technologies dans les activités postérieures aux objectifs du Millénaire pour le développement (par exemple «l'énergie pour tous»).

**Solutions de politique mondiale permettant de promouvoir l'utilisation efficace
des ressources**

50. Étant donné l'expansion démographique et l'épuisement des ressources, il est indispensable de mettre en place des politiques mondiales destinées à promouvoir

l'utilisation rationnelle de ces ressources. La pénurie de ressources est imputable en grande partie à plusieurs facteurs: limites physiques, risques politiques, instabilité des prix, dangers écologiques et sanitaires, contraintes sociétales. Une bonne utilisation des ressources exige de faire plus avec moins de moyens, c'est-à-dire de produire et de consommer autrement que ce qui est aujourd'hui la norme, tout en donnant aux plus démunis la possibilité de satisfaire leurs besoins. Pour ce faire, il faut réaliser des investissements dans les domaines suivants:

- a) Produits, services et systèmes performants;
- b) Élimination progressive de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles;
- c) Entreprises, villes et gestion des chaînes d'approvisionnement durables (bâtiments à haut rendement énergétique, énergies renouvelables, recyclage et activités de récupération).

51. Les solutions proposées pour utiliser au mieux les ressources sont les suivantes:

- a) Pour les gouvernements: réglementation, fiscalité, sensibilisation et information, infrastructure;
- b) Pour les entreprises: amélioration des produits, des services et de l'information;
- c) Pour les particuliers: changement des modes de consommation et de production;
- d) À l'échelle internationale: coopération visant à améliorer la gouvernance des ressources et la sécurité des approvisionnements.

II. Questions d'organisation

A. Élection du Bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

52. À sa séance plénière d'ouverture, le 20 mars 2013, la Réunion d'experts a élu Présidente M^{me} Zorica Maric-Djordjevic, Représentante permanente du Monténégro auprès de l'Organisation mondiale du commerce, et Vice-Président-Rapporteur M. Anthony Nyame-Baafi, Ministre auprès de la Mission permanente du Ghana.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

53. Également à sa séance plénière d'ouverture, la Réunion d'experts a adopté l'ordre du jour provisoire de la session (publié sous la cote TD/B/C.I/MEM.2/21). L'ordre du jour s'établit donc comme suit:

- 1. Élection du Bureau.
- 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
- 3. Le point sur les marchés de produits de base: évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base.
- 4. Adoption du rapport de la session.

C. Résultats de la session

54. À sa séance plénière de clôture, le 21 mars 2013, la Réunion d'experts a décidé que la Présidente établirait un résumé des débats (voir sect. I).

D. Adoption du rapport de la session

(Point 4 de l'ordre du jour)

55. Également à sa séance plénière de clôture, la Réunion d'experts a autorisé le Vice-Président-Rapporteur à établir, sous l'autorité de la Présidente, la version finale du rapport après la clôture de la session.

Annexe

Participation²

1. Les représentants des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la Réunion d'experts:

Allemagne	Koweït
Angola	Libye
Arabie saoudite	Madagascar
Autriche	Malaisie
Azerbaïdjan	Mali
Bangladesh	Maroc
Barbade	Maurice
Belgique	Mauritanie
Bénin	Mexique
Brésil	Mongolie
Burundi	Monténégro
Cameroun	Mozambique
Canada	Myanmar
Chine	Oman
Congo	Pakistan
Côte d'Ivoire	Philippines
Djibouti	République dominicaine
Égypte	République-Unie de Tanzanie
Émirats arabes unis	Sénégal
Équateur	Soudan
Éthiopie	Suisse
France	Suriname
Ghana	Tchad
Inde	Thaïlande
Indonésie	Togo
Iraq	Trinité-et-Tobago
Irlande	Tunisie
Italie	Turquie
Jamaïque	Viet Nam
Jordanie	Zambie
Kazakhstan	

2. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées à la session:

Conseil international des céréales
Fonds commun pour les produits de base
Fonds de l'OPEP pour le développement international
Groupe d'étude international du caoutchouc
Groupe d'étude international du cuivre
Organisation de coopération et de développement économiques
Organisation de la coopération islamique
Union européenne.

² La présente liste contient les noms des pays participants inscrits. La liste officielle des participants porte la cote TD/B/C.I/MEM.2/INF.5.

3. Les organismes et programmes des Nations Unies ci-après étaient représentés à la session:

Centre du commerce international
Commission économique pour l'Europe
Programme des Nations Unies pour l'environnement.

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la session:

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation mondiale du commerce.

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session:

Catégorie générale

Centre international du commerce et du développement durable
Ingénieurs du monde.

Registre

Consumer Unity and Trust Society.
